

L'État omniprésent nous rend-il esclave ?

Article rédigé par *Patrick Aulnas*, le 11 août 2016

[Source : [Contrepoints](#)]

Sommes-nous des citoyens libres ou des individus assujettis contre leur gré à un État omniprésent, même s'il n'est pas omnipotent ? Qu'est-ce que la liberté lorsque les structures étatiques dépensent presque 60% du PIB ?

Les grandes démocraties occidentales se caractérisent toutes par un État interventionniste. Le passage de l'État-gendarme, n'exerçant que des prérogatives régaliennes, à l'État-providence a eu lieu dans le courant du XXe siècle. Peu à peu, en moins d'un siècle, la demande de protection sociale a trouvé une réponse auprès des hommes politiques.

La forte croissance économique des trente années d'après-guerre (1944-1974) a considérablement facilité l'émergence de systèmes publics de protection sociale (santé, maternité, retraite, chômage). Les prélèvements obligatoires pouvaient en effet augmenter sans douleur. Mais le ralentissement de la croissance dans le dernier quart du XXe siècle les a rendus de moins en moins supportables. Les politiciens ont alors choisi la solution de facilité : l'endettement public.

La lourdeur des prélèvements obligatoires et l'importance de la dette publique nous interrogent désormais sur la liberté. Sommes-nous des citoyens libres ou des individus assujettis contre leur gré à un État omniprésent, même s'il n'est pas omnipotent ? Qu'est-ce que la liberté lorsque les structures étatiques dépensent presque 60% du PIB ?

Liberté et sécurité

Les hommes ayant conquis leur liberté contre des pouvoirs politiques oppressifs, ils ont vite compris que la sécurité n'était pas au rendez-vous. Liberté et sécurité ne font pas toujours bon ménage. On sait que certains esclaves noirs employés comme domestiques dans les plantations du sud des États-Unis avaient un niveau de vie bien supérieur aux petits fermiers blancs, très pauvres mais libres. Alors, liberté ou sécurité ? Historiquement, le choix n'existait pas car l'individu, jusqu'au XVIIIe siècle, n'était qu'un élément du groupe ne disposant d'aucune autonomie.

Le développement économique occidental a radicalement modifié le rapport entre liberté et sécurité. Les richesses produites ont permis d'espérer la liberté dans la sécurité. Un nouveau problème surgit alors : l'exigence de sécurité et le principe même de la liberté individuelle ne sont-ils pas antagoniques ? Alexis de Tocqueville pensait déjà vers 1830 que la démocratie est davantage une demande d'égalité que de liberté. Pour lui, la recherche de l'égalité conduirait à une douce tyrannie de la majorité, très éloignée d'un pouvoir purement arbitraire mais pesant de tout son poids contre l'individualisme.

Le lien entre sécurité et égalité apparaît bien aujourd'hui. Pour assurer la sécurité de tous face aux grands risques de la vie (maladie, vieillesse, chômage) les démocraties ont créé des systèmes de protection sociale obligatoires. Par définition, ils limitent la liberté individuelle par leur caractère contraignant. Mais ils se substituent à l'entraide purement familiale ou aux bonnes œuvres des siècles passés, qui ne représentaient que le fruit de la bonne volonté.

Désormais, l'obligation de cotiser à des régimes sociaux a pour contrepartie des droits assurant incontestablement une sécurité bien meilleure. La solidarité institutionnelle obligatoire a ainsi remplacé la solidarité volontaire facultative. La sécurité de tous suppose l'égalité des droits face aux risques et se paye apparemment par la restriction de la liberté individuelle.

Développement économique et liberté

Le raisonnement ne peut se limiter à cette constatation. Pour une raison assez évidente : la « richesse des nations » s'est considérablement développée depuis le XIXe siècle. Jusqu'au décollage économique occidental (fin XVIIIe siècle en Angleterre, courant XIXe siècle dans les autres pays d'Europe et aux États-Unis), la liberté individuelle n'existait pas parce qu'elle est une problématique de société riche.

La pénurie condamnait l'écrasante majorité des hommes à tenter de survivre et tous n'y parvenaient pas. La solidarité institutionnelle n'était pas envisageable à grande échelle faute de moyens pour la mettre en place. Le concept de liberté individuelle n'apparaît vraiment qu'au XVIIIe siècle. Auparavant, il fallait se soumettre à la volonté divine et se fondre dans le groupe. L'antique fatum dominait les esprits.

Liberté individuelle et développement économique sont indissociablement liés. La réduction du temps de travail, permise par les gains de productivité gigantesques obtenus dans l'agriculture et l'industrie, libère les hommes des sociétés riches tout autant que les déclarations de droits. Mieux, les déclarations des droits restent largement lettre morte en l'absence de développement économique.

Une telle affirmation ne revient pas à adhérer à la distinction marxiste entre libertés formelles et libertés réelles mais simplement à rappeler que l'avènement de la liberté ne résulte pas seulement du politique. Même si, par essence, toute liberté individuelle est un potentiel à utiliser ou non, à l'échelle du devenir historique, la science, la technique et l'économie ont une importance au moins aussi grande dans l'émergence de la liberté que les revendications politiques.

Contrairement à l'affirmation rousseauiste selon laquelle l'homme est libre à l'état de nature et enchaîné par la société, il apparaît que c'est la société qui libère l'homme lorsqu'elle parvient à offrir à tous un niveau de vie autorisant la liberté. Il semble même qu'à partir d'un certain niveau de développement économique, la liberté soit une simple résultante. De nombreuses dictatures ont disparu à la fin du XXe siècle, probablement en partie parce que leur économie imposait la liberté.

L'Espagne, le Portugal en sont des exemples. La chute de l'URSS et des dictatures de l'Europe de l'est résulte aussi de l'échec de leur système de planification rigide. La poursuite de leur développement imposait la liberté d'entreprendre qui induit les libertés politiques. Sans doute, la Russie n'est pas un modèle de démocratie, mais par rapport au totalitarisme soviétique, nul doute que les progrès de la liberté ont été considérables.

Jamais il n'y eut citoyens plus libres

Les hommes des sociétés occidentales actuelles sont les privilégiés de la liberté. Le niveau de développement économique leur assure l'exercice effectif des libertés politiques. La liberté d'expression, par exemple, prend tout son sens lorsque quiconque peut créer un blog pour s'exprimer ou rédiger des commentaires à la suite d'un article.

Dans le domaine économique, la sécurité juridique facilite l'exercice de la liberté d'entreprendre. Si les formalités de création d'une société anonyme sont lourdes, devenir auto-entrepreneur est par contre très simple. Jamais dans l'histoire la liberté individuelle n'a été aussi accessible. Voilà bien la plus belle raison de croire en l'avenir, de toujours se réclamer de la liberté et donc du libéralisme.